

Universités : le prix caché de la fausse gratuité

Le diagnostic est consensuel : les universités françaises vont mal. Elles manquent d'argent, les résultats en licence sont mauvais (moins d'un étudiant sur trois obtient son diplôme) et la recherche dégringole. Pendant ce temps-là, on s'arc-boute sur leur pseudo-gratuité comme totem d'égalité. C'est pourtant tout l'inverse.

Longtemps taboue, la question universitaire est éminemment politique. On a accepté que l'excellence soit le privilège de certaines grandes écoles onéreuses tandis que l'université accueille le plus grand nombre sans en avoir les moyens. Emmanuel Macron n'a fait qu'effleurer le sujet, même si, en 2018, son Premier ministre Edouard Philippe a initié la forte hausse des droits d'inscription pour les

étudiants extracommunautaires. Un rapport sénatorial publié jeudi pose les questions qui fâchent : faut-il augmenter les frais pour tous ? Faut-il couper l'accès automatique des bacheliers à l'université ?

Cette accessibilité est en réalité régressive. Le contribuable finance une université théoriquement ouverte à tous mais ce sont les enfants de cadres qui en sortent le plus diplômés, quand ceux des familles

modestes affrontent une précarité qui s'aggrave. Quintupler les frais d'inscription n'est certes pas une panacée, mais c'est, au-delà de recettes supplémentaires, un signal-prix : quand on paie sa formation, on la choisit mieux. Surtout, cela libérerait les universités d'une hypocrisie : celle de prétendre accueillir tout le monde, parfois sans perspectives. Elles doivent pouvoir viser l'excellence.

Une telle réforme n'aurait de sens qu'accompagnée d'un système de bourses vraiment redistributif. L'équité n'est pas l'affichage d'une gratuité trompeuse mais l'aide à ceux qui en ont besoin. Voilà le débat qui devrait électriser la campagne présidentielle : le choix, ou non, d'une université autonome, où l'Etat garantit vraiment l'égalité des chances.

Mathilde Gardin

Selon l'Insee, la croissance française plafonnera à 0,4 % en 2026. Loin du Royaume-Uni ou de la moyenne de la zone euro. Et des hypothèses du gouvernement

Le Waterloo de la croissance française

Etrange défaite

Cette année, « la France serait la seule grande économie avancée à ralentir », avertit Dorian Roucher, chef du bureau de la conjoncture à l'Insee. Ce qui va automatiquement se répercuter sur la croissance de 2027 et compliquer encore le redressement des finances publiques, alors que le Premier ministre Sébastien Lecornu s'apprête à présenter le dernier budget de l'ère Macron dans une ambiance de fin de règne.

Marc Vignaud

« L'ÉCONOMIE FRANÇAISE décroche ». Le tableau dressé par l'Insee dans sa dernière note de conjoncture, jeudi, fait froid dans le dos. Cette année, l'Hexagone devrait enregistrer une croissance très faible, de seulement 0,4 %. Une progression de l'activité économique trois fois inférieure à celle de la zone euro ou du Royaume-Uni, pourtant frappés de la même manière par la dégradation de l'environnement international liée à la situation dans le détroit d'Ormuz. De mémoire d'économiste, la France n'avait plus sous-performé la moyenne de la zone euro depuis au moins quinze ans...

« On ne peut pas du tout se réfugier derrière les chocs pour expliquer la fai-

blesse de notre croissance parce qu'on ne la retrouve pas dans les autres pays européens », insiste Anthony Morlet-Lavidalie pour l'Institut économique Rexecode.

Surprise. Une telle dégradation a créé la surprise. En juin, l'Insee tablait encore sur une croissance de 0,7 %, conforme à l'hypothèse - initialement fixée à 1 % - du gouvernement pour son budget 2026. Que s'est-il passé ? Pour l'instant, la France apparaît comme le seul grand pays européen à payer les effets des vagues de chaleur. Les canicules à répétition devraient avoir amputé la croissance de 0,1 point sur l'année à cause de leurs conséquences



KAK

sur les rendements agricoles et, dans une moindre mesure, sur les travaux publics et la production d'électricité.

Un « retournement violent » des travaux publics a aussi surpris. Traditionnellement, les chantiers reculent toujours après les élections municipales, avec l'arrivée des nouveaux maires, le temps de lancer de nouveaux projets. Mais l'ampleur de la chute n'avait pas été anticipée.

La France pâtit aussi du manque d'impulsion de sa politique budgétaire. « On n'a plus les marges pour faire de la relance. On est sans arrêt à contre-temps parce qu'on n'a pas fait les efforts quand il le fallait, c'est dramatique », se désole Anthony Morlet-Lavidalie.

Désormais, tous les moteurs de l'économie française, ou presque, sont grippés. Seules les exportations, ainsi que la consommation publique, tirées par les

dépenses de santé, « entretiendront un peu la flamme vacillante de la croissance française ». Celle-ci devrait légèrement rebondir au deuxième semestre à 0,2 % en fin d'année, après 0,1 % à l'été.

L'emploi ? « La France est le seul pays d'Europe où le chômage remonte », souligne Dorian Roucher. Il devrait ainsi atteindre 8,6 % de la population active à la fin de l'année, contre

... Page 2

Midterms : encore une mauvaise nouvelle pour les républicains

Carte électorale

LA COUR SUPRÊME a décidément le chic pour gâcher la fête. Alors que Donald Trump a rassemblé cette semaine ses républicains à Dallas pour entamer la dernière ligne droite des midterms, les juges leur ont offert une mauvaise nouvelle. Dans une décision rendue jeudi, ils ont annoncé bloquer la nouvelle carte électorale du Missouri qui aurait permis au Parti républicain de sécuriser un siège supplémentaire lors des midterms.

Les législateurs républicains locaux avaient approuvé un redécoupage

des circonscriptions l'année dernière, dans le but de garantir un avantage dans sept des huit en jeu le 3 novembre. L'initiative s'inscrivait dans une course plus large à travers le pays pour rem-

porter la Chambre des représentants, dans laquelle plusieurs Etats, du Texas républicain à la Californie démocrate, s'étaient empressés de dessiner de nouvelles cartes électorales. La guerre

avait fini par être gagnée par le GOP qui, avec un gain espéré de dix sièges, avait espoir de surpasser un contexte politique défavorable, marqué par l'impopularité de Donald Trump.

La décision de la Cour suprême prive en théorie le parti d'un de ces gains, rapprochant les démocrates du seuil de 218 sièges nécessaires pour reconquérir la Chambre. Mais si elle est une mauvaise nouvelle pour les républicains, ils n'ont pas besoin d'elle pour savoir que le vent a tourné en leur défaveur.

Rattrapé par la guerre en Iran et l'inflation, le parti n'est plus certain que son

avantage dans cette guerre des cartes soit suffisant pour lui éviter de perdre la Chambre des représentants. Les démocrates sont en tête, avec une avance d'environ six points, dans les sondages, alors que plusieurs électors clés, dont les hispaniques et les indépendants, se détournent des midterms. Une réalité que le président cherche à contrer, avec sa promesse d'offrir 5 000 dollars à chaque électeur. Pas sûr néanmoins qu'elle suffise à racheter le siège perdu du Missouri, et même la majorité.

Lola Ovarlez
@lolaovarlez X

Pour la panthéonisation d'André Citroën



CITROËN

Petit-fils de l'industriel, Henri-Jacques Citroën fait campagne depuis trois ans pour faire entrer au Panthéon celui qui « a contribué à bâtir la France moderne ». Dans l'Opinion, il adresse une lettre, sous forme d'hommage, au président de la République, Emmanuel Macron.

Page 12

La solution choc des notaires pour l'héritage

Les notaires de France suggèrent de simplifier les transmissions, notamment immédiates, pour faire circuler le patrimoine

Page 8

Sanctions contre Israël : le surprenant silence de Trump

Le président a choisi de ne pas se mêler d'une dispute, qui, au regard de Washington, ne concerne que l'Etat hébreu et l'Europe

Page 11

Carcassonne : le RN face au spectre de la radiabolisation

Après les révélations de Midi Libre concernant un policier et militant du parti, les cadres ont dégainé leur défense habituelle

Page 3